

Demande d'entrevue avec M. Yasuo SAITO

Paris, le 30 août 2011

Votre excellence,

Depuis la catastrophe survenue le 11 mars dernier, le Réseau "Sortir du nucléaire" , Fédération nationale agréée pour la protection de l'environnement qui rassemble 903 associations et plus de 50 000 individus, suit avec attention le sort de la population japonaise frappée par la contamination radioactive. Nous tenons à exprimer notre profonde solidarité avec tous ceux qui, parmi la population japonaise, sont en situation de souffrance, qu'il s'agisse de personnes déplacées, d'agriculteurs et éleveurs ayant perdu leurs moyens de subsistance, ou de citoyens et parents concernés par la pollution radioactive.

En particulier, nous sommes très préoccupés par la situation des enfants touchés par la radioactivité. Le 19 avril dernier, les seuils maximaux d'exposition à la radioactivité dans la Préfecture de Fukushima avaient été relevés à 20 mSv (millisieverts) par an, y compris pour les enfants. Or l'organisme des enfants est particulièrement sensible aux radiations, et ne saurait être exposé à la même dose de radiation que des travailleurs du nucléaire sans dommages graves et irréparables pour la santé.

C'est pourquoi le Réseau "Sortir du nucléaire" avait relayé et décliné la pétition lancée par plusieurs Organisations Non Gouvernementales japonaises, pour demander que la norme maximale d'exposition aux radiations pour les enfants de Fukushima soit abaissée à 1 mSv/an.

La version française de cette pétition comptabilise maintenant 27 837 signataires. Nous souhaiterions vous en remettre en main propre le texte, qui figure ci-dessous.

Par ailleurs, nous avons eu connaissance de la récente décision gouvernementale de viser une exposition maximale de 1 mSv/ an pour les enfants, par exemple en décontaminant les cours de récréation. Nous nous réjouissons que le Japon ait compris l'importance de cette limite de 1 mSv/an, mais souhaitons attirer votre attention sur le fait que, quelle que soit l'ampleur des travaux mis en œuvre, ils ne parviendront qu'à réduire l'exposition, sans pour autant la ramener à un niveau acceptable. Comme le recommande l'association médicale internationale IPPNW, **seuls une information adéquate sur les dangers de la radioactivité, une prise en charge médicale effective des personnes contaminées et une évacuation coordonnée par les pouvoirs publics de toutes les zones où les effets des radiations dépassent 1 mSv/ an, permettront de protéger vraiment la santé des populations, et en particulier des personnes les plus vulnérables.**

Veillez recevoir, Votre Excellence, nos salutations respectueuses.

À l'attention de M. Yasuo SAITO, Ambassadeur du Japon en France

Votre Excellence,

En France comme en Allemagne, 20 mSv/an est le seuil maximal d'irradiation recommandé pour "les personnes affectées à des travaux sous rayonnements ionisants", c'est-à-dire pour les travailleurs du nucléaire. Au Japon, la loi sur les normes du travail interdit aux personnes de moins de 18 ans de travailler dans ces conditions. De plus, les nourrissons et les enfants sont plus vulnérables que les adultes aux effets sanitaires néfastes de la radioactivité.

Or, le 19 avril 2011, le gouvernement japonais a décidé de relever de 1 mSv/an à 20 mSv/an la norme de radioprotection pour les écoles de la préfecture de Fukushima. Permettre que des enfants soient exposés à de telles doses de rayonnements est révoltant et inhumain.

Nous condamnons fermement cette décision intolérable. C'est pourquoi, M. Saito, **nous demandons instamment l'annulation immédiate de cette décision du gouvernement nippon autorisant l'exposition des enfants japonais à des doses de radioactivité pouvant atteindre 20 mSv/an.**

Actuellement, 75 % des écoles élémentaires et intermédiaires de la préfecture de Fukushima présentent des niveaux de contamination tels qu'elles relèvent de « *zones de contrôle des rayonnements* » (0,6 microSv/h ou plus). Pire encore, 20 % des écoles relèvent de « *zones individuelles contrôlées sur l'exposition* » (2,3 microSv/h ou plus) et présentent une situation radiologique extrêmement dangereuse.

Aucune dose de radioactivité n'est inoffensive. La très officielle Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) admet elle-même que « *toute dose de rayonnement comporte un risque cancérigène et génétique* ». Les normes d'exposition ne correspondent en aucun cas à des seuils d'innocuité scientifiquement fondés ; elles définissent seulement des niveaux de « *risque admissible* ». Admissible par qui ? Par ceux qui décrètent les normes, ou par ceux qui les subissent en pratique?

M. Saito, à ce jour, les nombreuses associations japonaises * qui se sont élevées contre cette décision n'ont eu aucune réponse tangible à leurs questions : pourquoi, comment et par qui cette décision a-t-elle été prise?

Ces questions sont aussi posées par M. Toshisô Kosako, qui a démissionné le 29 avril de son poste de conseiller spécial du Premier Ministre japonais en matière de protection contre la radioactivité. Lors d'une conférence de presse, le professeur Kosako, en larmes, a déclaré qu' "*il est tout à fait inacceptable d'appliquer une telle limite de dose à des enfants en bas âge, et à des élèves de classe primaires, et il est urgent de revenir sur cette décision*".

Votre Excellence, nous demandons instamment que le gouvernement japonais annule immédiatement la décision autorisant l'exposition des enfants à des doses d'irradiation pouvant atteindre 20 mSv/an, et prenne au contraire toutes les dispositions nécessaires pour les préserver de l'exposition à la radioactivité.

Nous demandons également que le gouvernement japonais rende public sans délai le nom des experts qui ont avalisé cette décision inhumaine.

Votre Excellence, nous espérons que vous mettrez tout en œuvre pour que votre gouvernement fasse droit aux demandes légitimes des associations japonaises * - des demandes qui sont aussi les nôtres. Nous vous prions de croire, M. Saito, à notre haute considération, ainsi qu'à notre vigilance quant aux mesures prises par le gouvernement japonais pour protéger ses citoyens.

Nous adressons nos pensées solidaires et notre soutien au peuple japonais dans les terribles épreuves qu'il affronte aujourd'hui.

* *Pétition lancée par les associations Green Action, Greenpeace Japan, Citizens' Nuclear Information Center, Citizens Against Fukushima Aging Nuclear Power Plants (Fukuro-no-Kai), Osaka Citizens Against the Mihama, Oi, and Takahama Nuclear Power Plants (Mihama-no-Kai), Friends of the Earth Japan. Voir : <http://fukushima.greenaction-japan.com/> et <http://blog.canpan.info/foejapan/daily/201104/24>. Voir aussi l'appel au secours lancé par le collectif japonais des Mères réunies pour Sauver les Enfants des Radiations : <http://mscr2011.jugem.jp/?eid=4>.*